

Formulaire de demande de Soutien pour la plateforme d'optimisation d'équipement de la chaîne du froid pour Novembre 2017

Date du document : Novembre 2017

Documents de candidature pour 2017 :

Il est conseillé aux pays qui déposent une demande de soutien pour la plateforme d'optimisation d'équipement de la chaîne du froid (ECF) auprès de Gavi en 2017 de se reporter aux documents suivants, dans l'ordre dans lequel ils sont présentés ci-dessous :



Formulaire
de
demande
d'ECF

Objet de ce document :

Ce formulaire de demande doit être rempli afin de solliciter un soutien pour une plateforme d'optimisation d'ECF.

Les demandeurs sont tout d'abord tenus de lire les directives générales pour tous les types de soutien, puis les directives de plateforme d'optimisation d'ECF. Les demandeurs doivent ensuite remplir le formulaire de demande et le soumettre par e-mail à proposals@gavi.org.

ECF
ST



Ressources disponibles pour aider à remplir ce formulaire de demande :

un guide technologique consacré au choix de l'équipement pour les pays qui souhaitent faire une demande de soutien de plateforme d'optimisation d'ECF est disponible ici : www.gavi.org/support/hss/cold-chain-equipment-optimisation-platform/

De nombreuses ressources techniques, en lien avec la gestion de l'équipement de la chaîne du froid pour les vaccins, sont disponibles sur TechNet-21 : www.technet-21.org/en/resources/cold-chain-equipment-management

Liens internet et contacts :

Tous les documents de demande sont disponibles sur la page internet « Demander un soutien » de « Gavi » : <http://www.gavi.org/soutien/processus/demander/>. Pour toute question relative aux directives de demande, merci de prendre contact via countryportal@gavi.org ou auprès de votre gestionnaire de programme pays (CSM).



Les pays sont informés que, en fonction des recommandations issues de la réunion de le CEI, les **montants finaux approuvés peuvent différer** de ce que les pays ont demandé.

Le montant final approuvé dépendra de la disponibilité des fonds.

Gavi fera en sorte d'offrir aux pays leur modèle de 1^{er} choix. Cependant, il se pourrait également que les pays reçoivent soit leur 2^{ème} ou 3^{ème} choix en fonction des équipements sélectionnés dans le modèle de budget (Colonnes CA et CB).

SOMMAIRE

Partie A : Informations concernant le demandeur	1
Partie B : Pièces jointes obligatoires : Stratégies et plans nationaux	2
Partie C : Analyse de la situation et soutien demandé	6
Partie D : Phase de soutien initial.....	15
Partie E : Phase de soutien accru.....	20
Partie F : Modèle de budgétisation	24
Partie G : Cadre de performance	25

PARTIE A : INFORMATIONS CONCERNANT LE DEMANDEUR

1. Informations concernant le demandeur	
Pays	République Centrafricaine
Date	Septembre 2017
Nom du contact	Dr Raphaël MBAILAO
Adresse e-mail	mbailaoraphael@yahoo.fr
Numéro de téléphone	+236 72 22 20 45 / +236 72 10 92 68
Financement total demandé à la plateforme d'optimisation de l'ECF (US \$)	<p><i>Ce montant doit correspondre exactement au budget demandé dans le modèle intégré.</i></p> <p>2 656 286 US \$</p> <p>Co-financement pays : 531 257 US \$</p> <p>Co-financement Gavi : 2 125 029 US \$</p>
Votre pays dispose-t-il actuellement d'une subvention RSS de Gavi approuvée ?	Oui <input checked="" type="checkbox"/>
	Non <input type="checkbox"/>
	<i>Indiquez la dernière année anticipée de soutien RSS : 2019</i>
Date de début proposée pour l'allocation de la plateforme d'optimisation d'ECF (merci de noter que la date de début actuelle doit être distante d'au minimum 8 à 10 mois de la date de la demande) :	<i>Indiquer le mois et l'année de la date de début prévue pour l'allocation, basés sur le plan de déploiement stratégique : Aout 2018</i>
Date de fin proposée pour l'allocation de la plateforme d'optimisation de l'ECF :	<i>Indiquer le mois et l'année de la date de fin prévue pour l'allocation, basés sur le plan de déploiement stratégique : Juin 2019</i>
Signatures <i>Inclure la validation de la demande de plateforme d'optimisation de l'ECF signée (et officielle) par :</i> <p>a) le ministère de la Santé et le ministère des Finances (ou les autorités déléguées)</p> <p>b) les membres du forum de coordination (CCSS/CCIA ou organisme équivalent)</p>	<p><i>Nous, soussignés, affirmons que les objectifs et les activités de la proposition de plateforme d'optimisation de l'ECF Gavi sont parfaitement alignés sur le plan stratégique national de santé (ou son équivalent) et que les fonds pour la mise en œuvre de toutes les activités, y compris les fonds nationaux et tout investissement conjoint requis, seront inclus dans le budget annuel du ministère de la Santé :</i></p> <p>Ministère de la Santé (ou autorité déléguée)</p> <p>Nom :</p> <p>Signature :</p> <p>Date :</p> <p>Ministère des Finances (ou autorité déléguée)</p> <p>Nom :</p> <p>Signature :</p> <p>Date :</p>

PARTIE B : PIÈCES JOINTES OBLIGATOIRES : STRATÉGIES ET PLANS NATIONAUX

Cette section fournit une liste des stratégies, plans et documents nationaux en lien avec la chaîne d'approvisionnement et le soutien demandé, qui doivent être joints à la demande.

	<p>Tous les documents indiqués dans le tableau ci-dessous sont obligatoires, doivent impérativement être joints à votre demande, doivent impérativement être les documents définitifs et doivent être datés. Seules les demandes complètes seront étudiées.</p>
---	--

2. Pièces jointes obligatoires :					
N°	Stratégie/Plan/Document	Joint(e) Oui/Non	Version définitive (datée)	Durée	Commentaires
1	Feuille de signature du ministère de la Santé et du ministère des Finances, ou de leurs délégués	Oui	04 septembre 2017		
2	Procès-verbal de la réunion du forum de coordination (CCIA / CCSS ou équivalent) approuvant la proposition ¹	Oui	30 Aout 2017		
3	Plan de développement national du secteur de la santé	Oui	Version révisée en 2016	2015-2017	En RCA à cause de la crise il a été élaboré en collaboration avec les partenaires un Plan de Transition du Secteur de la Santé qui tient lieu et place du PNDS
4	PPAc	Oui	Version révisée en Juin 2017	2015-2017	
5	Évaluation de la GEV	Oui	Version Juin 2017	2016-2018	
6	Plan d'amélioration de la GEV	Oui	Version Juillet 2017	2017-2021	
7	Plan annuel de mise en œuvre de la GEV et Rapport de mise en œuvre du plan d'amélioration de la GEV ²	Oui	Mise à jour en juillet 2017	2017-2021	
8	Outil d'Inventaire de l'OMS/Outil IMT de l'UNICEF/CCEM de Path/Outil de CHAI ^{3,4}	Oui	Version Juillet	2016-2017	

¹ Dans le cas des demandes de soutien au RSS ou de plateforme d'optimisation de l'ECF, le procès-verbal doit indiquer que ces deux sujets ont été discutés et approuvés.

² Le rapport annuel sur les progrès du plan de travail et le plan de mise en œuvre de la GEV doivent être mis à jour au plus tard dans les trois (3) mois avant la demande de soutien à la plateforme.

³ L'inventaire de l'ECF doit avoir été mis à jour au plus tard un (1) an après la demande de soutien à la plateforme.

2. Pièces jointes obligatoires :

N°	Stratégie/Plan/Document	Joint(e) Oui/Non	Version définitive (datée)	Durée	Commentaires
			2017		
9	Le rapport d'inventaire de l'ECF et Plan de répartition des installations	Oui	Version Juillet 2017	2016-2017	
10	Un Seul document : Chapitre 1 : Plan de remise en état et d'expansion de l'ECF Chapitre 2 : Amélioration projetée de la couverture et de l'équité Chapitre 3 : Plan de déploiement stratégique Chapitre 4 : Plan de sélection de l'équipement	Oui	Version Juillet 2017	2018-2022	
11	Plan d'entretien avec financement et source de financement	Oui	Version Juillet 2017	2018-2022	
12	Preuve du statut de dérogation des exonérations tarifaires concernant l'ECF	oui	29 Aout 2017	2018-2022	1498/17/MFB/DIR. CAB/ CICEFD du 29/08/17
13	Termes de référence pour le forum de coordination adéquat, y compris toutes les sections précisées à la section 5.2 des directives générales de la demande	Oui	07 Février 2002		Arrêté de la création du CCIA
14	Procès-verbaux des réunions du forum de coordination des 12 derniers mois précédant la proposition	Oui			
15	Autres documents pertinents	Oui			Rapport HeRAMS 2016 Plan d'Action Opérationnel 2017 RSS 2017-2019 Rapport d'étude d'équité 2014

⁴ L'outil doit permettre aux membres du CEI de déterminer la contribution du déploiement des équipements sur l'amélioration de la couverture et de l'équité vaccinale.

3. Comment les stratégies, plans et documents ci-dessus étayent-ils la demande de soutien à la plateforme d'optimisation de l'ECF (soutien initial et soutien accru) ? (1 page maximum)

La République Centrafricaine est secouée par des crises militaro-politiques depuis décembre 2012. Un processus de transition débuté depuis janvier 2013 a pris fin grâce à l'organisation des élections présidentielles et législatives en décembre 2015.

Le système de santé déjà précaire a été suffisamment affaibli y compris le programme élargi de vaccination. Pour sortir de la situation d'urgence et amorcer l'investissement, le Plan de Transition du Secteur de Santé élaboré pour couvrir la période de 2015-2017 a défini cinq (5) grands axes stratégiques pour le redressement du système de santé. L'axe stratégique 3, (**Axe3 : Amélioration de la prise en charge de la santé de la mère et de l'enfant**) a prévu le renforcement des soins curatifs et préventif avec un accent particulier sur la vaccination. A cet effet, des activités de renforcement de couverture vaccinale à travers la mise en œuvre de l'approche « ACD », le rééquipement des FOSA en CDF ont été retenues (**Cf. PTSS, pages 26-33**).

Le PPAC du PEV aligné sur le PTSS dans son analyse de situation, a souligné des insuffisances dans la chaîne d'approvisionnement relatives aux faibles capacités de CDF et de la logistique de vaccination. Pour améliorer les insuffisances sus relevées, le PPAC a prévu des activités correctrices notamment l'augmentation de 47% en 2015 à 60% en 2017, le nombre de FOSA offrant le service de vaccination, à travers l'augmentation des capacités de stockage des dépôts régionaux et de districts dans la perspective d'introduction des nouveaux vaccins MenAfriVac en 2017, Antirovirus en 2018 (**Cf. PPAC 2015-2017, pages 38-40**).

Dans le plan d'action opérationnel 2017, la Direction de la surveillance épidémiologique intégrée et de la vaccination (DSEIV) a aussi prévu le renforcement des capacités techniques, matérielles et logistiques, conformément au plan d'amélioration de la GEV issue de l'évaluation GEV de 2016 et mise à jour en juillet 2017.

Le plan de réhabilitation des équipements de la chaîne du froid du PEV élaboré en juin 2016 suite à un inventaire exhaustif réalisé dans la même année et tous deux mis à jour en juillet 2017, s'est fixé comme objectif général l'amélioration de la chaîne d'approvisionnement en vaccins et consommables afin d'assurer une offre de service de vaccination équitable et de qualité.

La plateforme CCEOP offre une opportunité pour le renforcement de la couverture en équipement de la chaîne du froid au profit des populations cibles (mère-enfant) dans un contexte de crise que traverse le pays, en facilitant l'acquisition des équipements nouveaux et de normes PQS.

4. Décrivez de quelle manière les parties prenantes à la chaîne d'approvisionnement (y compris le forum de coordination (CCIA/CCSS ou équivalent), le gouvernement, les GTLN, les GTCV, les principaux donateurs, les partenaires, les OSC et les principaux exécutants) ont été impliqués dans la mise en place de la demande, y compris si le quorum a été atteint lors de la réunion d'approbation

Le pays dispose-t-il d'un groupe de travail logistique national (GTLN) permanent et opérationnel ? Si ce n'est pas le cas, le pays prévoit-il d'en mettre un en place et quand ?

Gavi et ses partenaires Alliance encouragent la mise en place d'un tel groupe afin de coordonner les activités des partenaires gouvernementaux et non gouvernementaux, ainsi que les investissements rattachés à la chaîne d'approvisionnement sanitaire, vaccination incluse.

Une ou plusieurs des exigences Gavi n'a-t-elle (n'ont-elles) pas été remplie(s) pour garantir la fonctionnalité de base des forums de coordination ? Merci d'expliquer ensuite les raisons et l'approche pour aborder ceci (reportez-vous à la section 5.2 des Directives générales pour les exigences) (1 page maximum)

Au niveau national la coordination des activités est assurée par les organes suivants :

- **Le Comité de Coordination Inter-Agences (CCIA) du PEV** : principal organe qui veille à la gestion des activités du Programme Élargi de Vaccination créée par Arrêté ministériel N°0044 MSPP/CAB/SG/DGSP/SPEV du 7 février 2002.
- **Le Comité Technique d'Appui au PEV CTA-PEV** : créée par Arrêté N° 113 MSPP/CAB/SG/DGSP/DMPM/SPEV du 11 Mars 2003. Structure pluri sectorielle et pluridisciplinaire placée sous la présidence du Directeur Général de la Santé Publique et appuie le CCIA dans ses prises de décision.

En RCA il existe une commission logistique au sein du CTAPEV qui tient lieu et place du GTLN. Cette commission a la charge de coordonner les activités logistiques en collaboration avec les partenaires non gouvernementaux, ainsi que les investissements rattachés à la chaîne d'approvisionnement des vaccins et matériels de la chaîne du froid. Elle se réunit de façon ordinaire tous les mois. Cependant elle peut se réunir en session extraordinaire au besoin.

Elle est composée de :

- Président de la commission logistique : chef de service de la gestion des données et de la logistique ;
- Secrétaire de la commission : chef de section chaîne du froid et communication
- Sont membres de la commission :
 - Logisticiens des autres partenaires notamment Unicef, OMS, MSF, Handicap international, PAM,... ;
 - Chefs de sections Gestion des vaccins et autres consommables ;
 - Chef de section maintenance et Transport.

Dans le cadre de cette demande tous les partenaires sus-indiqués membres de la commission ont été impliqués dans la préparation et l'élaboration des différents documents accompagnant la soumission PO-ECF. La commission logistique a été responsabilisée pour conduire le processus de soumission. Par ailleurs dans le souci de faciliter l'obtention de certains documents notamment le certificat d'exonération, l'adhésion des autres départements ministériels concernés⁵ une commission multisectorielle a été mise en place. Toutes les exigences de Gavi ont été remplies afin de garantir la fonctionnalité du CCIA coordination, la tenue régulière des réunions ordinaires et en cas de besoin des réunions extraordinaires.

⁵ Cf note de service N°347/MSHPP/DIRCAB/DGSP/DSEIV/SGDL.17 du 18 Juillet 2017.....)

PARTIE C : ANALYSE DE LA SITUATION ET SOUTIEN DEMANDÉ

Cette section offre une vue d'ensemble des types d'informations que le CEI s'attendra à recevoir de la part des pays dans leur demande de soutien à la plateforme d'optimisation de l'ECF. Cette section doit être remplie avec les références appropriées aux documents nationaux répertoriés dans la partie B. Les pays doivent fournir une réponse écrite aux questions suivantes.

5. Analyse de la situation de la chaîne d'approvisionnement et de l'ECF du pays (nombre, distribution, fonctionnalités, etc.) (3 pages maximum). Merci de répondre à toutes les questions. Les pays sont encouragés à ajouter des renvois (document, titre, numéro de page) aux documents obligatoires joints.

Les informations sont requises pour couvrir les domaines suivants :

- a) *Comment la chaîne d'approvisionnement des vaccins du pays est-elle administrée ?*
- b) *Quels sont les points faibles identifiés dans la chaîne d'approvisionnement du pays ?*
- c) *Quelles sont les interventions qui permettent de résoudre actuellement ces points faibles ?*
- d) *Décrivez les obstacles qui empêchent la mise en œuvre de ces interventions.*
- e) *Décrivez les enseignements, tirés du soutien récent à la chaîne d'approvisionnement, qui contribuent à la demande actuelle de soutien à la plateforme d'optimisation de l'ECF.*
- f) *Quel est le pourcentage des installations qui disposent d'un accès fiable au réseau électrique pendant une durée allant jusqu'à 8 heures, ou plus, par jour ?*
- g) *Veillez indiquer la quantité et le pourcentage d'ECF actuel qui : a) est fonctionnel ; b) est agréé PQS ; c) n'est pas agréé PQS ; et/ou d) est obsolète.*
- h) *Quel est le pourcentage actuel de la cohorte de naissances qui bénéficie d'un ECF en état de fonctionnement et agréé PQS ?*
- i) *Quels goulots d'étranglement l'ECF peut-il résoudre dans l'organisation de la chaîne d'approvisionnement actuelle (par exemple, contraintes en termes de capacité ou de technologie) ?*
- j) *Décrivez tout autre problème lié à la chaîne d'approvisionnement que le soutien à la plateforme d'optimisation de l'ECF permettra d'atténuer ?*
- k) *Quels sont les besoins globaux en termes d'ECF ?*

Les informations sont requises pour couvrir les domaines suivants :

a) Comment la chaîne d'approvisionnement des vaccins du pays est-elle administrée ?

L'organisation de la chaîne d'approvisionnement suit la pyramide sanitaire du pays. En effet la chaîne d'approvisionnement comprend les niveaux, central, régional, district et les formations sanitaires. Les trois premiers sont des niveaux de stockage et de distribution des vaccins et consommables du programme. Le niveau formation sanitaire est le niveau opérationnel qui administre les antigènes à la population cible.

Le niveau central dispose de cinq (05) chambres froides. Un seul niveau régional sur 7 est opérationnel. Il s'agit de la Région Sanitaire N°7 dans la ville de Bangui. Le rythme d'approvisionnement est décrit de manière suivante : la région s'approvisionne au niveau central selon le système Push. Pour ce qui concerne le niveau districts/préfectures sanitaires, ils sont au nombre de 30 (les 08 circonscriptions de Bangui y compris) qui s'approvisionnent directement au niveau central excepté les huit arrondissements sanitaire de la ville de Bangui qui sont ravitaillés par le dépôt de la région N°7.

Le niveau centre de santé comprend 534 points de prestation de service de vaccination de routine qui organisent aussi la mise en œuvre des AVS. Les points de prestation de service de vaccination (centres PEV) s'approvisionnent auprès des districts sanitaires tous les mois.

Il est à noter que les besoins annuels au plan national en vaccins et consommables de vaccination sont estimés chaque année à l'aide de l'outil « Forecasting » et transmis à l'UNICEF pour l'achat des vaccins et des consommables. Ensuite les vaccins et matériels d'injection sont réceptionnés par la

Direction PEV et stockés au dépôt central selon un rythme semestriel d'approvisionnement. Les dépôts de districts et les régions s'approvisionnent au niveau central qui est géré par le Service de la Logistique dont l'organigramme est présenté dans la figure 1 ci-dessous.

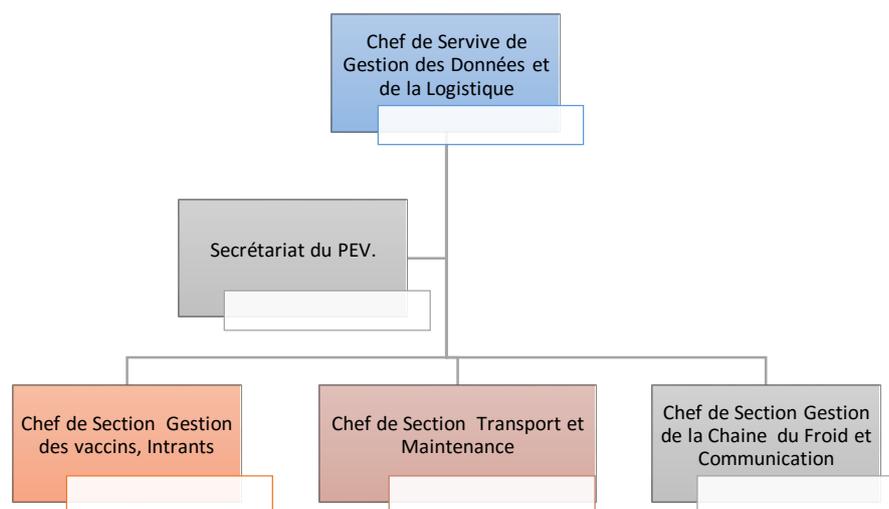


Figure 1 : Organigramme du Service de la Logistique du PEV en RCA

b) Quels sont les points faibles identifiés dans la chaîne d'approvisionnement du pays ?

Les principales insuffisances relevées dans la chaîne d'approvisionnement sont les suivantes :

- insuffisance en personnel qualifié ;
- Insuffisance dans la gestion des stocks (57% selon l'EGEV) ;
- Insuffisance de ressources financières pour l'achat et le ravitaillement des districts en pétrole et pièces de rechange ;
- Insuffisance et vétusté de moyens de transport pour l'approvisionnement des districts en vaccins et consommables ;
- Inexistence d'une procédure opératoire normalisée pour la gestion efficace des vaccins ;
- Absence de capacité de stockage aux niveaux intermédiaires (un seul dépôt intermédiaire, Région sanitaire 7)
- Insuffisance de capacité de stockage aux niveaux opérationnels;
- Insuffisance dans le monitoring de la température au niveau district et points de prestation de service de vaccination.

c) Quelles sont les interventions qui permettent de résoudre actuellement ces points faibles ?

Pour améliorer la chaîne d'approvisionnement les interventions ci-dessous sont prises :

- Recrutement et renforcement des capacités du personnel à différents niveaux (RSS2) ;
- Dotation en ECF à énergie solaire et de moyens roulants (RSS2, CCEOP) ;
- Élaboration des normes et procédures opératoires de la gestion de la chaîne d'approvisionnement (PEV) ;
- Mise en place d'un système formel de distribution du dépôt de district vers les centres de santé (PEV) ;
- Mise en œuvre du plan d'amélioration GEV et le Plan d'Action Opérationnel du PEV ;
- L'acquisition des moyens roulants pour le ravitaillement (2 camions et 100 motos prévus sur le RSS2) ;
- Création de quatre (04) dépôts intermédiaires.

d) Décrivez les obstacles qui empêchent la mise en œuvre de ces interventions.

La situation sécuritaire dans certaines zones rend difficile la tenue des activités de vaccination. Aussi, la mobilisation de ressources internes éprouve d'énormes difficultés.

e) Décrivez les enseignements, tirés du soutien récent à la chaîne d'approvisionnement, qui contribuent à la demande actuelle de soutien à la plateforme d'optimisation de l'ECF.

Avec l'appui des partenaires, la RCA a reçu 204 réfrigérateurs à énergie solaires qui ont été installés dans les Districts Sanitaires et les unités de vaccination en priorité dans les zones d'accès difficile où le ravitaillement en pétrole est problématique.

A cet effet 25 agents du niveau opérationnel ont été formés et 21 districts ont été dotés en kits d'installation et de maintenance. Ce qui a permis la poursuite et la finalisation de l'installation des réfrigérateurs au niveau opérationnel après la phase d'installation réalisée par le niveau central.

Comme résultats obtenus :

- Contribution à l'amélioration de la couverture vaccinale en DTC-HepB-Hib 3 de 47% en 2015 à 54% en 2016 ;
- Renforcement de capacité et la dotation de 25 agents en kits pour l'installation et la maintenance préventive des équipements ;
- Réduction du coût de la fourniture en pétrole des points de prestation de service et les dépôts de districts dotés ECF à énergie solaire ;
- Réduction des ruptures de la chaîne du froid par manque du pétrole dans les districts concernés.

f) Quel est le pourcentage des installations qui disposent d'un accès fiable au réseau électrique pendant une durée allant jusqu'à 8 heures, ou plus, par jour ?

Selon l'inventaire de 2016 et mise à jour en 2017, sur 534 points de prestation de service de vaccination seulement 37 soit 7% des installations sont alimentés par le réseau électrique national d'une durée de 8 heures et plus par jour.

g) Veuillez indiquer la quantité et le pourcentage d'ECF actuel qui : a) est fonctionnel ; b) est agréé PQS ; c) n'est pas agréé PQS ; et/ou d) est obsolète.

a) est fonctionnel = 451 soit 64%;

b) est agréé PQS = 238 soit 33%;

c) n'est pas agréé PQS : non PQ= 27 soit 4% et PIS= 439 soit 62%

et/ou d) est obsolète = 466 soit 66%.

h) Quel est le pourcentage actuel de la cohorte de naissances qui bénéficie d'un ECF en état de fonctionnement et agréé PQS ?

Selon l'inventaire ECF de 2016 et mise à jour en 2017, 709 ECF ont été inventoriés dans 534 points de prestation de service de vaccination et dans dépôts de stockage.

La cohorte de naissances qui bénéficie d'un ECF en état de fonctionnement et agréé PQS est de 32%

i) Quels goulots d'étranglement l'ECF peut-il résoudre dans l'organisation de la chaîne d'approvisionnement actuelle (par exemple, contraintes en termes de capacité ou de technologie) ?

L'acquisition des ECF contribuera à résoudre les goulots d'étranglement de la chaîne d'approvisionnement ci-après :

- La faible couverture en équipements de chaîne du froid au niveau des points de prestations ;
- L'insuffisance de la capacité de stockage au niveau des points de prestations et des dépôts de districts;
- Coûts élevés de fonctionnement et de maintenance pour la fourniture du pétrole et les dépenses y relatives (transport coûteux) ;
- Forte proportion des équipements non PQS estimés à 66%, dans le pays.

j) Décrivez tout autre problème lié à la chaîne d'approvisionnement que le soutien à la plateforme d'optimisation de l'ECF permettra d'atténuer ?

L'expansion des dépôts des districts permettra de rapprocher les intrants aux points de prestation de

service d'une part et d'autre part de renforcer la capacité de stockage des dépôts de districts, réduisant ainsi le délai d'approvisionnement, les coûts inhérents au déplacement et les ruptures en vaccins et intrants. Le soutien permettra de réduire l'iniquité dans l'offre de service de vaccination et minimiser les coûts d'achat en pétrole pour la chaîne d'approvisionnement.

L'équipement des unités de vaccination en réfrigérateurs à énergie solaire va atténuer pour certains et enrayer pour d'autres, le problème des ruptures de la chaîne du froid par manque de pétrole. Le soutien à la plateforme contribuera à une amélioration des couvertures vaccinales et une réduction des abandons.

k) Quels sont les besoins globaux en termes d'ECF ?

Les besoins globaux pour la RCA sont au nombre de 401 ECF répartis dans le tableau ci-dessous.

Tableau II : Répartition des besoins de la RCA en équipements de la chaîne du froid par niveau d'approvisionnement et par type d'équipement.

Niveau	Types d'équipement	2019	2020	Total équipements
Total des points de prestation	solaire 70 litres plus compartiment congélation	10	0	10
	solaire 36 litres plus compartiment congélation	53	0	53
	solaire 16 litres plus compartiment congélation	308	0	308
	Glacière a longue durée de congélation	8	0	8
Districts/prefectures/circonscriptions sanitaires	solaire 70 litres plus compartiment congélation	12	8	20
	Congélateur solaire 64 litres	2	0	2
TOTAL EQUIPEMENTS		393	8	401

Au total la RCA a un besoin de : 30 réfrigérateurs solaire de 70 litres plus un compartiment congélation, 53 réfrigérateurs solaire de 36 litres plus un compartiment congélation, 308 réfrigérateurs solaire de 16 litres plus un compartiment congélation, 8 glacières à longue durée de conservation et 02 congélateurs de 64 litres.

6. Résultats attendus en matière de couverture vaccinale, d'équité et de pérennité (2 pages maximum). Merci de répondre à toutes les questions

Les pays sont encouragés à ajouter des renvois (document, titre, numéro de page) aux documents obligatoires joints.

Les informations sont requises pour couvrir les domaines suivants :

- a) *Comment le soutien demandé à la plateforme contribuera-t-il réellement à l'éradication des inégalités socio-économiques et géographiques et des obstacles en matière de parité, identifiés dans la couverture et l'équité vaccinales ? Les exemples peuvent comprendre (liste non exhaustive) :*
 - *les districts isolés géographiquement ou disposant d'une faible couverture*
 - *les collectivités plus pauvres (par ex. appartenant aux 10 % les plus pauvres de la population)*
 - *les collectivités où les obstacles en matière de parité sont significatifs et/ou celles où peu de femmes sont scolarisées (souvent associé à une couverture moins importante)*
- b) *Quelles sont les analyses qui ont été effectuées ou quels sont les plans en cours pour optimiser la conception du système de distribution de la chaîne d'approvisionnement, afin d'améliorer l'efficacité de la chaîne d'approvisionnement et de contribuer à atteindre les objectifs en matière de couverture et d'équité ?*
- c) *Dans quelle mesure ces considérations en matière de conception du système ont-elles eu un impact sur le choix d'ECF que la plateforme soutiendra ?*
- d) *Concrètement, comment le soutien de la plateforme permettra-t-il d'améliorer la pérennité du système de la chaîne d'approvisionnement ?*

a) Comment le soutien demandé à la plateforme contribuera-t-il réellement à l'éradication des inégalités socio-économiques et géographiques et des obstacles en matière de parité, identifiés dans la couverture et l'équité vaccinales ? Les exemples peuvent comprendre (liste non exhaustive) :

- **les districts isolés géographiquement ou disposant d'une faible couverture**
- **les collectivités plus pauvres (par ex. appartenant aux 10 % les plus pauvres de la population)**

les collectivités où les obstacles en matière de parité sont significatifs et/ou celles où peu de femmes sont scolarisées (souvent associé à une couverture moins importante)

L'approche « équité » signifie que les besoins des plus démunis sont en première ligne et que les populations les plus vulnérables et les plus difficiles à atteindre bénéficient de la vaccination. La République Centrafricaine (RCA) est l'une des régions où existent encore des enfants marginalisés en matière de vaccination dans le monde. Le pays a traversé des décennies de conflits récurrents avec des conséquences néfastes sur les infrastructures sociales de base notamment dans le domaine de la santé⁶.

En effet, il existe une composante de la population centrafricaine (Pygmées) qui de nature vit dans des zones difficiles d'accès (les forêts) aux services de vaccination. Les districts de Mbaïki, Boda et Sangha-Mbaéré où est concentrée une grande partie de la communauté des Pygmées, enregistrent un déficit en capacité de stockage. Le déficit des dépôts des districts sera comblé dans le cadre du CCEOP. Il est prévu une extension de 11 points de prestation de service et un remplacement des équipements de vingt-huit points de prestations. Cette intervention permettra de passer respectivement de 12%, 17% et 50% à 100% de couverture en équipements PQS dans le district de Mbaïki, Boda et Sangha-Mbaéré.

L'extension de vingt-trois points de prestation dans les districts de l'Ouham (avec 10 936 enfants non-

⁶ Rapport d'étude sur « l'équité en matière de vaccination dans une situation de crise en RCA ».

vaccinés en 2016) et Nana-Mambéré contribuera à améliorer l'offre de service de vaccination pour couvrir les populations nomades pendant la période de transhumance.

Malgré la faible densité démographique des districts isolés (Bamingui-Bangoran, Mobaye-Zangba, Kembe-Satema, Alindao-Mingala, Ouango-Gambo) il est prévu à travers le PO-ECF l'extension de 16 points de prestation de service et un remplacement des équipements dans 28 points de prestation avec des équipements performants, robustes et autonomes à énergie solaire.

b) Quelles sont les analyses qui ont été effectuées ou quels sont les plans en cours pour optimiser la conception du système de distribution de la chaîne d'approvisionnement, afin d'améliorer l'efficacité de la chaîne d'approvisionnement et de contribuer à atteindre les objectifs en matière de couverture et d'équité ?

L'analyse situationnelle par composante dans le PPAc a noté une insuffisance dans le système d'approvisionnement caractérisé par l'absence de dépôts sub-nationaux de stockage (1 seul sur 7) et d'autre part par un manque de moyens de transport à différent niveau du système. C'est pourquoi, il est prévu la création de 4 dépôts régionaux pour le stockage des vaccins et autres intrants en vue de réduire le délai d'approvisionnement entre les districts et le niveau central. Dans le cadre du renforcement du système de distribution de la chaîne d'approvisionnement, le plan de réhabilitation, le plan d'amélioration de la GEV et le projet Gavi-RSS2 prévoient la création de dépôts régionaux, l'acquisition de deux camions, de cent glacières et de deux cent porte-vaccin.

Tout ce qui précède sera renforcé à travers la mise en œuvre du CCEOP et permettra de contribuer à atteindre les objectifs en matière de couverture et d'équité.

c) Dans quelle mesure ces considérations en matière de conception du système ont-elles eu un impact sur le choix d'ECF que la plateforme soutiendra ?

L'irrégularité du ravitaillement en pétrole des points de prestations, des dépôts de districts et la faible connexion à un réseau électrique fiable des structures ont conduit la RCA à choisir des équipements photovoltaïques.

Les difficultés d'accès géographique avec leurs conséquences sur le rythme d'approvisionnement, ajouté à cela les déplacements permanents des populations des zones de conflits vers des zones plus ou moins calmes ont orienté le choix des équipements avec des capacités suffisantes pour garantir la disponibilité des vaccins au profit des bénéficiaires.

d) Concrètement, comment le soutien de la plateforme permettra-t-il d'améliorer la pérennité du système de la chaîne d'approvisionnement ?

Le soutien de la plateforme permettra de réduire le cout d'achat et du transport du pétrole pour le fonctionnement des réfrigérateurs à absorption. Ces fonds pourront servir à renforcer la pérennité du système de la chaîne d'approvisionnement en mettant l'accent sur les autres activités fondamentales que sont :

Leadership : Le renforcement des capacités des agents de santé ;

Gestions Données : La reproduction des outils/supports de gestion des vaccins et consommables ;

Equipement de la chaîne d'approvisionnement : Acquisition des équipements de protection individuelle ;

Amélioration continue de la chaîne d'approvisionnement : Achat de carburant pour le groupe électrogène au niveau central ;

Optimisation de la chaîne d'approvisionnement : Ravitaillement en vaccins et consommables des districts et formations sanitaires.

7. Plan d'entretien (et sa source de financement) et mise au rebut de l'équipement (2 pages maximum).

Merci de répondre à toutes les questions

Les pays sont encouragés à ajouter des renvois (document, titre, numéro de page) aux documents obligatoires joints.

Les informations sont requises pour couvrir les domaines suivants :

- a) Comment le pays s'assurera-t-il que certains aspects de l'entretien de la chaîne du froid seront garantis (par ex. l'entretien préventif et correctif, le suivi de la fonctionnalité, les techniciens, le financement de l'entretien, etc.) ?
 - À quelle fréquence le pays s'engage-t-il à effectuer l'entretien préventif et correctif (avec le soutien des partenaires) ?
 - Quel est le soutien technique prévu pour l'entretien ?
- b) Comment le pays surveillera-t-il la bonne exécution de l'entretien préventif et correctif ?
 - Quelle(s) source(s) de financement sera (seront) utilisée(s) pour l'entretien ? Dans quelle mesure sont-elles garanties ?
- c) Comment le pays mettra-t-il au rebut les équipements obsolètes et irréparables, remplacés par les équipements de la plateforme d'optimisation de l'ECF ?

a) Comment le pays s'assurera-t-il que certains aspects de l'entretien de la chaîne du froid seront garantis (par ex. l'entretien préventif et correctif, le suivi de la fonctionnalité, les techniciens, le financement de l'entretien, etc.) ?

L'organisation de la maintenance dans le pays est structurée selon la pyramide sanitaire. La maintenance préventive est assurée par les utilisateurs des équipements. Avec l'acquisition et le déploiement des réfrigérateurs à énergie solaire en 2014-2016, 25 responsables PEV et techniciens de maintenance ont été formés à l'utilisation et à la maintenance des équipements de la chaîne du froid photovoltaïques. La RCA avec l'appui de l'UNICEF a doté les districts de 21 Kits d'installation pour la maintenance préventive et curative des équipements. Il existe donc dans chaque district, au moins un technicien formé à l'entretien des équipements de la chaîne du froid solaire. Le suivi des entretiens des équipements sera assuré par des supervisions à différents niveaux⁷.

Le pays envisage de recruter et de former 09 agents spécialisés dans la maintenance curative qui seront équipés en kits de maintenance et qui seront affectés comme suit : 07 dans les Régions sanitaires (en raison d'un technicien par région) et 02 au niveau central pour la maintenance curative des équipements. Ce déploiement permettra la décentralisation des interventions.

L'analyse des supports de supervision permettra de suivre l'évolution des indicateurs atteints au cours de chaque année.

Les activités de maintenance seront financées d'une part par le projet Gavi-RSS2 et d'autre part par le pays⁸.

La coordination de toutes ces différentes activités de maintenance se fera par l'équipe projet CCEOP. Les feed-back de ces supervisions seront présentés au cours des taskforces de la Direction, des réunions du CTA-PEV, des réunions conjointes avec les partenaires du programme notamment l'OMS et l'UNICEF et au cours de réunion de coordination et de monitoring à différent niveau.

Il est prévu, que la Direction du Développement des Infrastructures Sanitaires apporte un appui technique dans l'entretien des équipements à travers son service technique de la maintenance. Il existe également un contrat de maintenance préventif des équipements du niveau central avec une société privée.

⁷ Cf : Plan de maintenance, V suivi-évaluation, 5-2 mécanismes de suivi

⁸ Cf : Plan de maintenance, VI budgétisation du Plan

b)- Comment le pays surveillera-t-il la bonne exécution de l'entretien préventif et correctif ?

- **Quelle(s) source(s) de financement sera (seront) utilisée(s) pour l'entretien ? Dans quelle mesure sont-elles garanties ?**

Le pays veillera à la bonne exécution de l'entretien préventif et correctif par la mise en place d'un comité de suivi du projet CCEOP qui planifiera des supervisions/contrôles dans les centres de santé où sont installés les équipements puis apportera un appui technique. A la fin du projet, la DSEIV assurera la relève à travers les supervisions de routine. Le budget de l'état et une partie des fonds RSS seront les principales sources de financement de l'entretien des équipements. Les fonds alloués à la maintenance des équipements sont garantis par l'existence d'une ligne budgétaire libellée « Dotation au projet d'investissement pour le programme élargi de vaccination ».

c)- Comment le pays mettra-t-il au rebut les équipements obsolètes et irréparables, remplacés par les équipements de la plateforme d'optimisation de l'ECF ?

Tous les équipements en fin de cycle seront mis à la reforme (rebut) conformément aux procédures nationales en vigueur. Afin de respecter les normes environnementales, le PEV va solliciter l'appui d'autres ministères compétents dans le domaine.

8. Autres détails de mise en œuvre (1 page maximum). Merci de répondre à toutes les questions

Les pays sont encouragés à ajouter des renvois (document, titre, numéro de page) aux documents obligatoires joints.

Les informations sont requises pour couvrir les domaines suivants :

- a) Comment le pays facilitera-t-il le rôle du fabricant ou du représentant lors de l'achat, la distribution et l'installation de l'équipement ?
- b) Quelle est la source de l'investissement conjoint ? L'investissement conjoint du pays est-il garanti ?
- c) Le pays bénéficie-t-il des exemptions de droits de douane pour l'ECF ? Dans l'affirmative, veuillez joindre la pièce justificative.

a) Le pays va faciliter à travers le plan de déploiement la réception, le stockage, l'acheminement et la préparation des sites d'installation.

La commission de suivi qui sera érigée en comité de gestion de projet facilitera les responsabilités du fournisseur à travers ces attributions de coordination et de mise en œuvre des activités de la plateforme qui sont :

- Le suivi de décaissement du co-financement du pays ;
- Le suivi de la commande des équipements ;
- La mise à jour du plan de déploiement opérationnel ;
- La préparation des sites d'installation ;
- L'exonération des frais de douanes des ECF ;
- La réception et le stockage des ECF ;
- La Facilitation de l'acheminement des ECF sur les sites ;
- L'appui à la composition des équipes d'installations ;
- L'appui à la formation des utilisateurs ;
- L'appui à la mise en œuvre du plan de surveillance de la qualité des installations, et de collecte des informations sur les performances des équipements de la chaîne du froid.

b) Quelle est la source de l'investissement conjoint ? L'investissement conjoint du pays est-il garanti ?

La source de l'investissement conjoint provient du projet Gavi-RSS2. Cet investissement est garanti à travers la ligne :

- **Objectif 2** : Assurer les conditions et la qualité de l'offre de services de santé curatifs, préventifs et promotionnels en conformité avec les PMA dans les régions 1, 2 et 3 ;
- **Activité 2.4.** Acquérir 100 réfrigérateurs solaires et les chambres froides pour les dépôts intermédiaires.

c) Le pays bénéficie-t-il des exemptions de droits de douane pour l'ECF ? Dans l'affirmative, veuillez joindre la pièce justificative

Le pays s'engage à délivrer un certificat d'exonération des frais de douanes et prendra en charge avec ses partenaires les frais de transit pour les équipements acquis dans le cadre du CCEOP. Ci – joint à cet effet le certificat d'exonération a la demande.

PARTIE D : PHASE DE SOUTIEN INITIAL

Cette **phase de soutien initial (approx. années 1 et 2)** est conçue pour répondre aux besoins urgents en ECF qui contribueront à la réalisation durable en matière de couverture et d'équité, de protéger les stocks de vaccins, à compléter les investissements dans les autres « fondamentaux », à mettre en œuvre, de façon pérenne, l'optimisation de la chaîne d'approvisionnement.

	<p>Les budgets ne comprennent pas les coûts opérationnels.</p> <p>Les coûts opérationnels doivent être financés par le ministère de la Santé ou les autres partenaires.</p>
---	--

	<p>Des informations complémentaires sur les demandes de plan de remise en état et d'expansion de l'ECF, de choix de l'équipement et de plan de déploiement stratégique sont indiquées à l'annexe 3 des directives de la plateforme d'optimisation de l'ECF, disponibles sur http://www.gavi.org/soutien/processus/demander/</p>
---	---

9. Besoins en ECF prioritaires (urgents) (3 pages maximum)

Fournissez des informations relatives à **2 à 4 besoins en ECF prioritaires (urgents)**, telles que répertoriées dans le « plan de remise en état et d'expansion de l'ECF, et dans le plan de sélection et de déploiement stratégique de l'équipement ».

Pour chaque besoin prioritaire (urgent), merci de fournir les informations suivantes :

- Le besoin** : type d'activité (par ex. remplacement d'ECF obsolète, ajout d'ECF aux établissements non équipés etc.) ; site (établissement) ECF spécifique ; type d'équipement requis ; quantité d'appareils.
- Justification** : raisons du besoin urgent (par ex. zone de couverture en ECF et/ou en vaccination faible (Penta3), obstacles en matière de parité, population mobile, etc.) ; couverture actuelle en ECF et en vaccination (Penta3) dans la zone de la population.
- Résultat escompté** : augmentation anticipée de la couverture en ECF et en vaccination (Penta3) ; progrès anticipé vis-à-vis d'une inégalité identifiée (décrivez, conformément au cadre de performance du pays).
- Budget total ECF** : comprend la part de Gavi ainsi que la part d'investissement conjoint du pays.

Besoin en ECF prioritaire (urgent) N°1

Le besoin	Expansion, Extension et réhabilitation/remplacement des ECF dans les districts et les points de prestation de vaccination des régions sanitaires N°1, 2, 3 et 7. Ce besoin est de 264 équipements.
La justification	<ul style="list-style-type: none"> - Les régions sanitaires N°1, 2, 3 sont des zones couvertes par le projet Gavi-RSS2 source du cofinancement CCEOP. - Ces zones sont à forte concentrations démographique : 53% de la population totale, accessibles avec une situation sécuritaire plus ou moins stable. - Forte concentration des populations spéciales (Pygmées et nomades) dans les régions sanitaires N°2, 3.
Le résultat escompté	La couverture en ECF-PQS est améliorée de 27% en 2017 à 100% en 2019 dans les zones à forte concentration démographique et de populations spéciales.
Le budget total ECF	Un million sept cent quatre-vingt-sept mille sept cent vingt-huit dollars (1 787 728 USD)

Besoin en ECF prioritaire (urgent) N°2	
Le besoin	Expansion, Extension et réhabilitation/remplacement des ECF dans districts et les points de prestation de vaccination des régions sanitaires N°4,5 et 6. Ce besoin est de 137 équipements.
La justification	Ces zones sont géographiquement isolées avec une faible densité démographique (0,9hbts/km ² pour la préfecture de Bamingui-Bangoran). Ces régions ont une faible couverture vaccinale (11% en Penta 3 pour la préfecture sanitaire de la Vakaga et 12% dans le district sanitaire de Mobaye-Zangba en 2016). Ces zones sont difficilement accessibles du a une situation sécuritaire précaire et volatile.
Le résultat escompté	La couverture en ECF-PQS est améliorée de 37% en 2017 à 100% en 2020 dans les zones isolées et à faible couverture vaccinale.
Le budget total ECF	Huit cent soixante-huit mille cinq cent cinquante-huit dollars (868 558 USD)
BUDGET ECF GÉNÉRAL TOTAL : Soutien initial (années 1 et 2)	Deux millions six cent cinquante-six mille deux cent quatre-vingt-six dollars (2 656 286 USD).

10. Résumé PHASE DE SOUTIEN INITIAL plan de remplacement/réhabilitation, expansion et extension

Tous les pays doivent remplir cette section afin de renseigner le nombre d'équipement et de sites dont les équipements de la plateforme remplaceront/réhabiliteront, épandront ou étendront la chaîne du froid en fonction des objectifs du pays. Voir la Section 6.2 des directives de la plateforme d'optimisation d'ECF pour définitions de remplacement/réhabilitation, expansion et extension. Les données renseignées dans le tableau ci-dessous doivent être alignées avec celles dans la section 9 ci-dessus et aux autres sections du formulaire.

Remplacement/Réhabilitation (237)		Expansion (21)		Extension (143)			
Sites existants ayant des équipements existants NON PQS (qui ne fonctionnent pas) qui doivent être remplacés par les équipements ILRs, SDD ou glacière de long durée (prend en compte les sites ayant des équipements volumineux)		Sites existants ayant équipements PQS (obsolètes et non fonctionnels) qui doivent être remplacés par les équipements ILRs, SDD ou glacière de long durée (prend en compte les sites ayant des équipements volumineux)		Equiper les sites existants avec des équipements ADDITIONNELS afin de faire face à l'introduction des nouveaux vaccins et/ou servir une population croissante		Equiper les sites existants et nouveaux points de prestation de service (prend en compte les sites qui offrent ou non la vaccination et ceux qui sont sans équipements actifs [réfrigérateur]) à équiper avec les équipements de la plateforme	
Nombre d'équipement	Nbre de sites	Nbre d'équipement	Nbre de sites	Nbre d'équipement	Nbre de sites	Nbre d'équipement	Nbre de sites
230	230	07	07	21	13	143	143
Total	230	07	07	21	13	143	143

11. Activités en cours ou prévues concernant d'autres fondamentaux de la chaîne d'approvisionnement au cours de la phase de soutien initial

Dans cette section, des liens doivent être établis entre la demande de soutien relative à la plateforme d'optimisation de l'ECF, les investissements existants de Gavi (en particulier par le biais du soutien au renforcement du système de santé) et le soutien à la chaîne d'approvisionnement par d'autres partenaires.

Décrivez les activités prévues ou en cours relatives à d'autres fondamentaux de la chaîne d'approvisionnement (voir la section 3.1 des directives de la plateforme d'optimisation de l'ECF) au cours de la phase de soutien initial, y compris leurs sources de financement. Les réponses à cette section doivent être en lien avec le plan d'amélioration de la GEV.

<p>Gestionnaires de la chaîne d'approvisionnement</p> <p><i>Décrivez toutes les actions en cours ou prévues visant à améliorer la disponibilité et la performance des gestionnaires de chaîne d'approvisionnement, leurs sources de financement et le soutien partenaire.</i></p>	<p>Formation d'un gestionnaire de la chaîne d'approvisionnement à LOGIVAC promotion 2017.</p> <p>Dans le cadre du projet Gavi-RSS2 il est prévu :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Formations des agents de sante sur l'outil DVD-MT. <p>Dans le cadre du projet Gavi-RSS2 il est prévu :</p> <ul style="list-style-type: none"> - des supervisions formatives des ECD/ECR sur la gestion du PEV ; - Recrutement de 2 logisticiens.
<p>Données nécessaires à la gestion de la chaîne d'approvisionnement</p> <p><i>Décrivez toutes les actions en cours ou prévues relatives aux données de gestion, leurs sources de financement et le soutien partenaire. Veuillez notamment préciser comment les améliorations de la fonctionnalité des systèmes de gestion logistique accroîtront la visibilité des informations actualisées et exactes concernant le stock de vaccins à chaque niveau de la chaîne d'approvisionnement en vaccins.</i></p>	<p>Dans le cadre du projet Gavi-RSS2 il est prévu :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Production et dissémination de documents, constitution de fond documentaire ; - Equipements en internet satellitaire et en matériel informatique ; - Elaboration annuelle du forecast ; - Analyse mensuel du SMT.
<p>Conception optimisée et efficace du système de distribution</p> <p><i>Décrivez toutes les activités en cours ou prévues relatives à l'optimisation du système de distribution, leurs sources de financement et le soutien partenaire.</i></p>	<p>Le pays a reçu des véhicules 4X4 et des motos au profit des districts/préfectures sanitaires qui serviront dans la distribution des vaccins et consommables.</p> <p>Dans le cadre du projet Gavi-RSS2 il est prévu :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Acquisition de 3 générateurs pour les districts sanitaires (L'Ouham-Pende, Bimbo, Nana-Mambéré) - Réhabilitation de 3 districts sanitaires - Acquisition de 100 glacières et 200 porte-vaccins - Acquisition de 02 camions, 06 véhicules, 100 motos et 100 vélos.
<p>Processus d'amélioration continue</p>	<p>Dans le cadre du projet Gavi-RSS2 il est</p>

<p><i>Décrivez toutes les actions en cours ou prévues relatives aux données de gestion, leurs sources de financement et le soutien partenaire.</i></p>	<p>prévu :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Evaluation de la Gestion Efficace des Vaccins ; - Contractualisation de la maintenance préventive des chambres froides.
<p>Surveillance de la température</p> <p><i>Décrivez les dispositifs de surveillance de la température actuellement disponibles dans le pays. Par ex., niveau central (CTMS), niveaux sous-nationaux, niveaux de distribution et de services les plus faibles (30 dispositifs DTR et RTM) et pendant le transport (freeze tags - surveillance électronique de la température des marchandises sensibles au gel)</i></p> <p><u><i>Décrivez également les mesures en place pour :</i></u></p> <p><i>a) obtenir les données de température des différents dispositifs ;</i></p> <p><i>b) interpréter les alertes de température suivantes (maintenance curative) ;</i></p> <p><i>c) en cas de dispositifs RTM, merci de fournir des précisions sur les procédures opératoires normalisées (SOP) pour chaque intervenant dans le système de surveillance de la température ; et</i></p> <p><i>d) Les pays souhaitant acquérir ses outils devraient démontrer que les coûts récurrents à leur utilisation, tels que les RH, la transmission des données et leur analyse, seront pris en compte et renseigné dans cette section.</i></p>	<p>Au niveau central les chambres froides (3/5) sont munies d'enregistreurs continus de températures permettant le contrôle à distance des flambées thermiques enregistrées par les équipements de la chaîne du froid.</p> <p>Les types d'enregistreurs sont les beyond Wirless pour les 3 chambres froides positives et les fridge –tag2 dans les formations sanitaires.</p> <p>La DSEIV a prévu l'élaboration des SOP sur le suivi des températures.</p> <p>La formation des logisticiens et responsables PEV sur l'utilisation des outils de monitoring de la température est prévu à tous les niveaux.</p> <p>Les données seront transmises au niveau supérieur qui les analysera et fera la retro-information.</p>

PARTIE E : PHASE DE SOUTIEN ACCRU

La seconde phase de soutien à la plateforme d'optimisation de l'ECF aura lieu à partir de la troisième année et au-delà. Cette phase devra prendre en compte les besoins additionnels en équipements de la chaîne du froid dans le cadre de l'optimisation et de la pérennisation de la chaîne d'approvisionnement.

	<p>Les budgets ne comprennent pas les coûts opérationnels.</p> <p>Les coûts opérationnels doivent être financés par le ministère de la Santé ou les autres partenaires.</p>
---	--

	<p>Des informations complémentaires sur les demandes de plan de remise en état et d'expansion de l'ECF, de choix de l'équipement et de déploiement stratégique sont indiquées à l'annexe 3 des directives de la plateforme d'optimisation de l'ECF, disponibles sur http://www.gavi.org/soutien/processus/demander/.</p>
---	--

12. Besoins en ECF prioritaires (complémentaires) (3 pages maximum)

Fournissez des informations relatives à **2 à 4 besoins en ECF prioritaires (complémentaires)**, telles que répertoriées dans le « plan de remise en état et d'expansion de l'ECF, et dans le plan de sélection et de déploiement stratégique de l'équipement ».

Pour chaque besoin prioritaire (complémentaire), merci de fournir les informations suivantes :

1. **Le besoin** : type d'activité (par ex. remplacement d'ECF obsolète, ajout d'ECF aux établissements non équipés etc.) ; site (établissement) ECF spécifique ; type d'équipement requis ; quantité d'appareils.
2. **La justification** : raisons du besoin urgent (par ex. zone de couverture en ECF et/ou en vaccination faible (Penta3), obstacles en matière de parité, population mobile, etc.) ; couverture actuelle en ECF et en vaccination (Penta3) dans la zone de la population.
3. **Le résultat escompté** : augmentation anticipée de la couverture en ECF et en vaccination (Penta3) ; progrès anticipé vis-à-vis d'une inégalité identifiée (décrivez, conformément au cadre de performance du pays).
4. **Le budget total ECF** : comprend la part de Gavi ainsi que la part d'investissement conjoint du pays

Besoin en ECF prioritaire (complémentaire) N° 1 :

Le besoin	Sans Objet
La justification	
Le résultat escompté	Sans Objet
Le budget total ECF	Sans Objet

Besoin en ECF prioritaire (complémentaire) N° 2 :

Le besoin	Sans Objet
La justification	Sans Objet
Le résultat escompté	Sans Objet
Le budget total ECF	Sans Objet

Besoin en ECF prioritaire (complémentaire) N° 3 :	
Le besoin	Sans Objet
La justification	Sans Objet
Le résultat escompté	Sans Objet
Le budget total ECF	Sans Objet
Besoin en ECF prioritaire (complémentaire) N° 4 :	
Le besoin	Sans Objet
La justification	Sans Objet
Le résultat escompté	Sans Objet
Le budget total ECF	Sans Objet
BUDGET ECF GÉNÉRAL TOTAL : « Soutien accru » (années 3, 4 et 5)	Sans Objet

13. Résumé PHASE DE SOUTIEN ACCRU plan de remplacement/réhabilitation, expansion et extension

Tous les pays doivent remplir cette section afin de renseigner le nombre d'équipement et de sites dont les équipements de la plateforme remplaceront/réhabiliteront, épandront ou étendront la chaîne du froid en fonction des objectifs du pays. Voir la Section 6.2 des directives de la plateforme d'optimisation d'ECF pour définitions de remplacement/réhabilitation, expansion et extension. Les données renseignées dans le tableau ci-dessous doivent être alignées avec celles dans la section 9 ci-dessus et aux autres sections du formulaire.

Remplacement/Réhabilitation		Expansion		Extension			
Sites existants ayant des équipements existants NON PQS (qui ne fonctionnent pas) qui doivent être remplacés par les équipements ILRs, SDD ou glacière de long durée (prend en compte les sites ayant des équipements volumineux)		Sites existants ayant équipements PQS (obsolètes et non fonctionnels) qui doivent être remplacés par les équipements ILRs, SDD ou glacière de long durée (prend en compte les sites ayant des équipements volumineux)		Equiper les sites existants avec des équipements ADDITIONNELS afin de faire face à l'introduction des nouveaux vaccins et/ou servir une population croissante		Equiper les sites existants et nouveaux points de prestation de service (prend en compte les sites qui offrent ou non la vaccination et ceux qui sont sans équipements actifs [réfrigérateur]) à équiper avec les équipements de la plateforme	
Nbr d'équipement	Nbr de sites	Nbr d'équipement	Nbr de sites	Nbr d'équipement	Nbr de sites	Nbr d'équipement	Nbr de sites
Sans Objet	Sans Objet	Sans Objet	Sans Objet	Sans Objet	Sans Objet	Sans Objet	Sans Objet
Sans Objet	Sans Objet	Sans Objet	Sans Objet	Sans Objet	Sans Objet	Sans Objet	Sans Objet
Sans Objet	Sans Objet	Sans Objet	Sans Objet	Sans Objet	Sans Objet	Sans Objet	Sans Objet
Sans Objet	Sans Objet	Sans Objet	Sans Objet	Sans Objet	Sans Objet	Sans Objet	Sans Objet
Sans Objet	Sans Objet	Sans Objet	Sans Objet	Sans Objet	Sans Objet	Sans Objet	Sans Objet
Total	Sans Objet	Sans Objet	Sans Objet	Sans Objet	Sans Objet	Sans Objet	Sans Objet

14. Activités en cours ou prévues en matière d'autres fondamentaux de la chaîne d'approvisionnement au cours de la phase de soutien accru

Dans cette section, des liens doivent être établis entre la demande de soutien relative à la plateforme d'optimisation de l'ECF, les investissements existants de Gavi (en particulier par le biais du soutien au renforcement du système de santé) et le soutien à la chaîne d'approvisionnement par d'autres partenaires.

Décrivez les activités prévues ou en cours en matière d'autres fondamentaux de la chaîne d'approvisionnement (voir la section 3.1 des directives de la plateforme d'optimisation de l'ECF) au cours de la phase de soutien accru, y compris leurs sources de financement. Les réponses à cette section doivent être en lien avec le plan d'amélioration de la GEV.

<p>Gestionnaires de la chaîne d'approvisionnement</p> <p><i>Décrivez toutes les actions en cours ou prévues visant à améliorer la disponibilité et la performance des gestionnaires de chaîne d'approvisionnement, leurs sources de financement et le soutien partenaire.</i></p>	<p>Sans Objet</p>
<p>Données nécessaires à la gestion de la chaîne d'approvisionnement</p> <p><i>Décrivez toutes les actions en cours ou prévues relatives aux données de gestion, leurs sources de financement et le soutien partenaire. Veuillez notamment préciser comment les améliorations de la fonctionnalité des systèmes de gestion logistique accroîtront la visibilité des informations actualisées et exactes concernant le stock de vaccins à chaque niveau de la chaîne d'approvisionnement en vaccins.</i></p>	<p>Sans Objet</p>
<p>Conception optimisée et efficace du système de distribution</p> <p><i>Décrivez toutes les activités en cours ou prévues relatives à l'optimisation du système de distribution, leurs sources de financement et le soutien partenaire.</i></p>	<p>Sans Objet</p>
<p>Processus d'amélioration continue</p> <p><i>Décrivez toutes les actions en cours ou prévues relatives aux données de gestion, leurs sources de financement et le soutien partenaire.</i></p>	<p>Sans Objet</p>
<p>Surveillance de la température</p> <p><i>Décrivez la façon dont le système de surveillance de la température va évoluer. Quels sont les dispositifs qui seront utilisés ? <u>Décrivez également les mesures en place pour :</u></i></p> <p><i>a) obtenir les données de température des différents dispositifs ;</i></p> <p><i>b) interpréter les alertes de température suivantes (maintenance curative) ;</i></p> <p><i>c) en cas de dispositifs RTM, merci de fournir des précisions sur les procédures opératoires normalisées (SOP) pour chaque intervenant dans le système de surveillance de la température ; et</i></p> <p><i>d) Les pays souhaitant acquérir ses outils devraient démontrer que les coûts récurrents à leur utilisation, tels que les RH, la transmission des données et leur analyse, seront pris en compte et renseigner dans cette section.</i></p>	<p>Sans Objet</p>

PARTIE F : MODÈLE DE BUDGÉTISATION

Cette section indique le nombre d'appareils demandés et le budget correspondant. Le CEI estimera un montant d'investissement maximal (et le nombre indicatif d'appareils) correspondant à la demande de soutien pour sa recommandation d'approbation et la décision ultérieure de Gavi.

Cependant, le nombre d'appareils, en consultation avec le secrétariat et les partenaires nationaux, peut être modifié lors de l'établissement du plan opérationnel détaillé, qui fait suite à la proposition de plateforme et le soutien peut varier dans les limites du montant maximal accordé.

Les budgets doivent être saisis dans le modèle de budget attaché et faire référence aux **directives de la plateforme d'optimisation de l'ECF, au guide technologique de la plateforme d'optimisation de l'ECF, aux prix pré-budgétés de l'ECF et à l'outil d'analyses TCO (Total Cost of Ownership – Coût total de possession).**

15. Plateforme d'optimisation de l'ECF – Modèle de budget

À remplir par **TOUS** les pays après le choix de l'équipement qui répond au mieux à leurs besoins en ECF (modèle ou marque spécifique).

Les pays établiront leur budget à l'aide des prix PQS indicatifs et des estimations des ensembles de services correspondants (selon que l'équipement est sur ou hors réseau et en fonction des coûts estimés de l'ensemble de services).

Les fourchettes des prix pré-budgétés sont fournies dans ce modèle.

Comment remplir le modèle de budget: les pays doivent:

- Sélectionner le modèle d'équipement approprié de la liste des équipements. Cette liste est basée sur le « Type d'équipement et source d'énergie »
- Renseigner le « Coût indicatif des ensembles de services » ainsi que le « Nombre d'équipements »
- Dans les cellules **CA et CB** de la feuille « Choix du modèle spécifié d'ECF » (à droite du tableau « DEMANDE DE PLATEFORME D'OPTIMISATION TOTALE DE L'ECF »), les pays doivent renseigner leur 2^{ème} et 3^{ème} préférence pour chaque modèle sélectionné. Ses deux préférences doivent être de la même « Catégorie de la capacité en matière de stockage des vaccins en L » que leur modèle sélectionné. **Gavi, et les membres de l'Alliance notamment UNICEF, feront tout le nécessaire afin que les pays reçoivent les équipements de leur 1^{er} choix. Cependant, les délais de fabrication entre autres pourront résulter aux pays de recevoir un « coût estimés » pour leur 2^{ème} ou 3^{ème} choix.**

Le modèle de budget doit être envoyé en même temps que le formulaire dûment renseigné.

Budget pour les coûts supplémentaires et les frais d'approvisionnement de l'Unicef :

- **Coût supplémentaire:** un forfait de 7% additionnel sur la demande totale annuelle des pays a été intégré dans le modèle de budget. Ce montant sera utilisé par exemple pour prendre en compte du taux de change, de la variabilité budgétaire en matière d'équipements, des différences de coûts relatives aux ensembles de services, aux surestaries et aux coûts afférents, ou tout simplement la mise en œuvre du protocole de déviation. Ce montant sera retourné au pays si non utilisé.
- **Frais d'approvisionnement de l'Unicef:** Les pays devront payer à l'Unicef les frais d'approvisionnement annuel sur leur investissement conjoint uniquement. Ses frais seront inférieurs ou égal à 8.5% de l'investissement conjoint du pays. Les pays sont encouragés à solliciter ce montant auprès du bureau pays de l'Unicef.

PARTIE G : CADRE DE PERFORMANCE

Les pays doivent inclure les **indicateurs de la plateforme d'optimisation de l'ECF** dans la demande de soutien ainsi que dans le cadre de performance actuel et/ou proposé au RSS de Gavi, après approbation de la proposition.

Selon leur contexte particulier, les pays doivent choisir les sources de données les mieux adaptées pour l'établissement de rapports sur la mise en œuvre du programme et les progrès par rapport aux objectifs établis. Ceci devrait être abordé avec les partenaires (qui peuvent fournir une assistance technique) et le secrétariat de Gavi.

Les mises à jour des rapports programmatiques et l'actualisation des indicateurs et objectifs feront partie du cadre de performance de Gavi et du processus annuel d'évaluation conjointe. Il est attendu que les pays définissent les indicateurs SMART (Spécifiques, Mesurables, Ambitieux, Réalistes, Temporels) pertinents à surveiller et à la lumière desquels ils rédigeront leurs rapports pour démontrer les résultats ou impacts intermédiaires.

ECF

Des informations complémentaires sur la mise en place d'indicateurs pertinents, y compris une liste de sources de données possibles, sont fournies à l'annexe 7.2 des directives de la plateforme d'optimisation de l'ECF, disponibles sur <http://www.gavi.org/soutien/processus/demander/>

17. Surveillance des indicateurs et exigences en matière de rapports

Au *minimum*, les pays doivent contrôler et établir des rapports sur :

- **5 indicateurs de résultats intermédiaires OBLIGATOIRES ;**
- **1 indicateur de résultats intermédiaires OBLIGATOIRE si les pays s'approvisionnent en caissons réfrigérés qui protègent contre le gel et de porte-vaccins auprès d'un prestataire indépendant et**
- **1 à 3 indicateur(s) COMPLÉMENTAIRE(S) de résultats intermédiaires.**

Indicateurs OBLIGATOIRES de résultats intermédiaires (doivent inclure la valeur de référence, la source des données, les objectifs et la fréquence des rapports) :

- 1) **Remplacement/réhabilitation d'ECF dans les sites équipés** : pourcentage de sites existants (équipés ou non) ayant des équipements existants NON PQS (qui ne fonctionnent pas) et équipements PQS (obsolètes et non fonctionnels) qui doivent être remplacés par les équipements ILRs, SDD ou glacière de long durée (prend en compte les sites ayant des équipements volumineux) ;
- 2) **Expansion d'ECF dans les sites équipés** : pourcentage de sites existants qui a besoin d'être équipé avec des équipements ADDITIONNELS afin

de faire face à l'introduction des nouveaux vaccins et/ou servir une population croissante ;

- 3) **Extension d'ECF dans les nouveaux sites les sites existants sans équipement** : pourcentage des nouveaux points de prestation de service (prend en compte les sites qui offrent ou non la vaccination et ceux qui sont sans équipements actifs [réfrigérateur]) à équiper avec les équipements de la plateforme;
- 4) **Maintenance des équipements de chaîne de froid** : Indicateur défini proposé par pays pour refléter l'entretien adéquat de l'équipement ; par exemple le pourcentage d'établissements équipés d'une chaîne du froid opérationnelle,⁹ tel que démontré par le monitoring à distance de la température ;
- 5) **Ratio hors-gel/non hors-gel** : Proportion de glacières/porte-vaccins hors-gel vs glacières/porte-vaccins non hors-gel dans le pays

VEUILLEZ UTILISER LE TABLEAU CI-DESSOUS POUR COMPLETER LES INDICATEURS OBLIGATOIRES

Indicateur (saisir le nom de l'indicateur tel qu'indiqué ci-dessus)	Définition (fournir une définition si aucune définition n'est spécifiée)	Source de données (identifier la source de données)	Périodicité (annuelle, semestrielle, trimestrielle, etc.)	Valeur de référence (année) Préciser le numérateur et le dénominateur pour les pourcentages	Objectif année 1 Préciser le numérateur et le dénominateur pour les pourcentages	Objectif année 2 Préciser le numérateur et le dénominateur pour les pourcentages	Objectif année 3 Préciser le numérateur et le dénominateur pour les pourcentages
Remplacement/réhabilitation d'ECF dans les sites équipés	Pourcentage de Sites existants (équipés ou non) ayant des équipements existants NON PQS (qui ne fonctionnent pas) et	L'outil et le rapport d'inventaire 2016 et mise à jour en Juillet 2017	Trimestrielle	Numérateur = Nombre de site existant ayant des équipements NON-PQS,	Numérateur = 163 sites Dénominateur = 230 Sites à équiper	Numérateur = 230 sites Dénominateur = 230 Sites à équiper	Numérateur = Dénominateur = Pourcentage =

⁹ **Définition de l'indicateur** : % d'ECF opérationnel(s) = (# de dispositifs d'ECF opérationnels) / (nombre total de dispositifs d'ECF désignés pour utilisation). Les dispositifs d'ECF pris en compte pour cet indicateur comprennent tous les réfrigérateurs, les dispositifs de stockage passifs fixes, les chambres froides et les congélateurs désignés pour les séries de vaccins. Le numérateur et le dénominateur doivent être recueillis depuis la même zone géographique/période et ne doivent pas inclure les équipements hors service. La fonctionnalité de l'ECF est définie au sens large pour signifier que l'appareil est opérationnel, à un moment précis dans le temps, pour le stockage des vaccins.

	<i>équipements PQS (obsolètes et non fonctionnels) qui doivent être remplacés par les équipements ILRs, SDD ou glacière de long durée (prend en compte les sites ayants des équipements volumineux)</i>	<i>Le rapport mensuel d'installation</i>		équipés, 0 sites <i>Dénominateur = 230 Sites à équiper</i> <i>Pourcentage = 0%</i>	<i>Pourcentage = 71%</i>	<i>Pourcentage = 100%</i>	
Expansion d'ECF dans les sites équipés	<i>Pourcentage de sites existants qui a besoin d'être équipé avec des équipements ADDITIONNELS afin de faire face à l'introduction des nouveaux vaccins et/ou servir une population croissante</i>	<i>L'outil EPI-Forecasting tool et le plan de réhabilitation 2017</i> <i>Le rapport mensuel d'installation</i>	<i>Trimestrielle</i>	<i>Numérateur = 0</i> <i>Dénominateur = 13</i> <i>Pourcentage = 0 %</i>	<i>Numérateur = 11</i> <i>Dénominateur = 13</i> <i>Pourcentage = 85 %</i>	<i>Numérateur = 13</i> <i>Dénominateur = 13</i> <i>Pourcentage = 100%</i>	<i>Numérateur =</i> <i>Dénominateur =</i> <i>Pourcentage =</i>
Extension d'ECF dans les nouveaux sites les sites existants sans équipement	<i>Pourcentage des nouveaux points de prestation de service (prend en compte les sites qui offrent ou non la vaccination et ceux qui sont sans équipements actifs [réfrigérateur]) à équiper avec les équipements de la</i>	<i>L'outil et le rapport d'inventaire 2016 et mise à jour en Juillet 2017</i> <i>Le rapport mensuel d'installation</i>	<i>Trimestrielle</i>	<i>Numérateur = 0</i> <i>Dénominateur = 143</i> <i>Pourcentage = 0%</i>	<i>Numérateur = 83</i> <i>Dénominateur = 143</i> <i>Pourcentage = 58%</i>	<i>Numérateur = 143</i> <i>Dénominateur = 143</i> <i>Pourcentage = 100%</i>	<i>Numérateur =</i> <i>Dénominateur =</i> <i>Pourcentage =</i>

	<i>plateforme</i>						
Maintenance des équipements de chaîne de froid	<i>Proportion des districts ayant un plan de maintenance annuel des équipements de chaîne de froid</i>	<i>Le plan de maintenance des équipements de chaîne de froid du district</i>	<i>Annuelle</i>	<i>Numérateur = 0</i> <i>Dénominateur = 30</i> <i>Pourcentage = 0%</i>	<i>Numérateur = 30</i> <i>Dénominateur = 30</i> <i>Pourcentage = 100%</i>	<i>Numérateur = 30</i> <i>Dénominateur = 30</i> <i>Pourcentage = 100%</i>	<i>Numérateur = 30</i> <i>Dénominateur = 30</i> <i>Pourcentage = 100%</i>
Maintenance des équipements de chaîne de froid	<i>Proportion des districts ayant un plan de maintenance annuel des équipements de chaîne de froid</i>	<i>Le plan de maintenance des équipements de chaîne de froid du district</i>	<i>Annuelle</i>	<i>Numérateur = 0</i> <i>Dénominateur = 30</i> <i>Pourcentage = 0%</i>	<i>Numérateur = 30</i> <i>Dénominateur = 30</i> <i>Pourcentage = 100%</i>	<i>Numérateur = 30</i> <i>Dénominateur = 30</i> <i>Pourcentage = 100%</i>	<i>Numérateur = 30</i> <i>Dénominateur = 30</i> <i>Pourcentage = 100%</i>
Ratio hors-gel/non hors-gel	<i>Proportion de glaciers/portevaccins hors-gel vs glaciers/portevaccins non hors-gel dans le pays</i>	<i>Non Applicable</i>	<i>Non Applicable</i>	<i>Non Applicable</i>	<i>Non Applicable</i>	<i>Non Applicable</i>	<i>Non Applicable</i>

Indicateur(s) COMPLÉMENTAIRE(S) des résultats intermédiaires Les pays doivent suggérer 1 à 3 indicateur(s) de résultats intermédiaires pour le suivi de la performance de la remise en état, expansion, entretien et/ou autres fondamentaux de la chaîne du froid (y compris le référentiel, la source des données, les cibles et la fréquence des rapports).

Exemples d'indicateurs complémentaires de résultats intermédiaires :

1. **Statut opérationnel d'équipement de la chaîne du froid** : proportion d'ECF opérationnels et proportion de districts disposant d'au moins 90 % d'équipement fonctionnel ;
2. **Perte de flacons fermés** : proportion au niveau national, du district et de l'établissement ;
3. **Proportion de demande prévue** : proportion d'utilisation réelle par rapport aux prévisions (vaccins) ;
4. **Pleine disponibilité des stocks** : proportion des établissements/districts sans aucune rupture de stock ;
 - a. Stocks conformes au plan : pourcentage des établissements/magasins/districts ayant des stocks entre les niveaux de stock minimum et maximum ;
5. **Alertes de température** : fréquence et magnitude des alertes de chaleur et de froid, par période de surveillance (à savoir variation de température) et nombre de dispositifs d'ECF avec plus d'un certain niveau de variation de température ;
6. Taux d'utilisation du tableau de bord des établissements de santé, analyse et utilisation en temps opportun pour la prise de décision ;
7. **Livraison ponctuelle et complète** : proportion de commandes livrées dans leur intégralité et dans les délais **ou**
8. Nombre de gestionnaires de santé formés et envoyés pour surveiller la chaîne d'approvisionnement et le taux d'activités de suivi signalées.

VEUILLEZ UTILISER LE TABLEAU CI-DESSOUS POUR COMPLETER LES INDICATEURS COMPLEMENTAIRES

Indicateur (saisir le nom de l'indicateur complémentaire)	Définition (fournir une définition si aucune définition n'est spécifiée)	Source de données (identifier la source de données)	Périodicité (annuelle, semestrielle, trimestrielle, etc.)	Valeur de référence (année) Préciser le numérateur et le dénominateur pour les pourcentages	Objectif année 1 Préciser le numérateur et le dénominateur pour les pourcentages	Objectif année 2 Préciser le numérateur et le dénominateur pour les pourcentages	Objectif année 3 Préciser le numérateur et le dénominateur pour les pourcentages
1. Pleine disponibilité des	proportion des Préfectures/circonscription/districts	SMT, Bon de	Trimestrielle	Numérateur = 0	Numérateur = 10	Numérateur = 18	Numérateur = 21

stocks	<i>sans aucune rupture de stock</i>	<i>commande, bon de livraison, rapport d'activité des districts</i>		<i>Dénominateur = 30 Pourcentage = 0%</i>	<i>Dénominateur = 30 Pourcentage = 33%</i>	<i>Dénominateur = 30 Pourcentage = 60%</i>	<i>Dénominateur = 30 Pourcentage = 70%</i>
<i>Ajouter des indicateurs supplémentaires ICI au besoin</i>							